

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints, pour l'exercice terminé le 31 mars 2022, et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de l'Agence spatiale canadienne. Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du Gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public.

Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de l'Agence. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* de l'Agence concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de Contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de l'Agence sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction; et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

Une évaluation fondée sur le risque du système de CIRF pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2022 a été réalisée conformément à la Politique sur la gestion financière du Conseil du Trésor et ses résultats ainsi que les plans d'action qui en découlent sont résumés en annexe.

L'efficacité et le caractère adéquat du système de contrôle interne de l'Agence sont aussi revus par l'entremise du travail réalisé par le personnel de l'audit interne, qui mène des audits périodiques de divers secteurs des opérations de l'Agence, ainsi que par le comité d'audit, qui surveille les responsabilités de la direction de maintenir des systèmes de contrôles adéquats et d'assurer la qualité des rapports financiers, et qui recommande les états financiers à l'administrateur général de l'Agence.

Les états financiers de l'Agence spatiale canadienne n'ont pas fait l'objet d'un audit externe.

Signé par Lisa Campbell

23 août 2022

Lisa Campbell
Présidente
Longueuil, Canada

Date

Signé par Jean-Claude Piedboeuf

15 août 2022

Jean-Claude Piedboeuf, B. Ing., Ph. D.
Dirigeant principal des finances et directeur général,
Services corporatifs
Longueuil, Canada

Date

État de la situation financière (non audité)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Au 31 mars 2022 2021
(en milliers de dollars) \$ \$

Passifs

Créditeurs et charges à payer (note 4)	100 684	77 244
Indemnités de vacances et congés compensatoires	7 318	7 554
Revenus reportés (note 5)	44	44
Indemnités de départ (note 6(b))	2 235	2 468
Passif éventuel	-	140
Autres passifs (note 7)	3 250	1 773
Total des passifs nets	113 531	89 223

Actifs

Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	94 112	71 288
Débiteurs et avances (note 8)	9 516	9 271
Total des actifs financiers bruts	103 628	80 559
Actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement		
Débiteurs et avances (note 8)	(553)	(393)
Total des actifs financiers détenus pour le compte du gouvernement	(553)	(393)
Total des actifs financiers nets	103 075	80 166
Dettes nettes de l'Agence	10 456	9 057
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance (note 9)	1 070	7 256
Immobilisations corporelles (note 10)	1 363 039	1 535 031
Total des actifs non financiers	1 364 109	1 542 287
Situation financière nette de l'Agence	1 353 653	1 533 230

Obligations contractuelles (note 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Signé par Lisa Campbell 23 août 2022

Lisa Campbell Date
Présidente
Longueuil, Canada

Signé par Jean-Claude Piedboeuf 15 août 2022

Jean-Claude Piedboeuf, B. Ing., Ph. D. Date
Dirigeant principal des finances et directeur général,
Services corporatifs
Longueuil, Canada

État des résultats et de la situation financière nette de l'Agence (non audité)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

2022 2022 2021
\$ \$ \$
Prévus

Charges

Présence du Canada dans l'espace	507 149	486 994	292 330
Services internes	60 437	65 305	63 224
Total des charges	567 586	552 299	355 554

Revenus

Vente de produits et services	270	583	419
Location et utilisation de biens publics	260	241	238
Vente de droits et privilèges	30	27	43
Revenus divers	411	651	2 772
Revenus gagnés pour le compte du Canada	(953)	(1 330)	(3 416)
Total des revenus	18	172	56

Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et transferts	567 588	552 127	355 498
--	----------------	----------------	----------------

Financement du gouvernement et transferts

Encaisse nette fournie par le Gouvernement du Canada	342 223	322 721
Variations des montants à recevoir du Trésor	22 824	9 501
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 12(a))	7 548	6 657
Autres éléments d'actifs transférés de d'autres ministères gouvernementaux	(45)	(35)
Total du financement du gouvernement et transferts	372 550	338 844

Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et transferts	179 577	16 654
--	----------------	---------------

Situation financière nette de l'Agence - début de l'exercice	1 533 230	1 549 884
---	------------------	------------------

Situation financière nette de l'Agence - fin de l'exercice	1 353 653	1 533 230
---	------------------	------------------

Autres transactions entre apparentés (note 12(b))

Information sectorielle (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État de la variation de la dette nette de l'Agence (non audité)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

	2022	2021
	\$	\$
Coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et transferts	179 577	16 654
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 10)	44 746	47 804
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10)	(216 654)	(48 014)
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(6)	(14)
Perte nette sur l'aliénation et la radiation d'immobilisations corporelles	(78)	(26)
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	(171 992)	(250)
Variation due aux charges payées d'avance	(6 186)	(16 631)
Augmentation (diminution) nette de la dette nette de l'Agence	1 399	(227)
Dette nette de l'Agence - début de l'exercice	9 057	9 284
Dette nette de l'Agence - fin de l'exercice	10 456	9 057

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie (non audité)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars
(en milliers de dollars)

	2022	2021
	\$	\$
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et des transferts	552 127	355 498
Éléments n'affectant pas l'encaisse :		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10)	(216 654)	(48 014)
Perte nette sur l'aliénation et la radiation d'immobilisations corporelles	(78)	(26)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 12(a))	(7 548)	(6 657)
Variations de l'état de la situation financière :		
Augmentation des débiteurs et avances	85	1 740
Diminution des charges payées d'avance	(6 186)	(16 631)
Augmentation des créditeurs et charges à payer	(23 440)	(9 893)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	236	(1 081)
Diminution des revenus reportés	-	58
Diminution des indemnités de départ	233	223
Diminution (augmentation) du passif éventuel	140	(140)
Augmentation des autres passifs	(1 477)	(181)
Autres éléments d'actifs transférés de d'autres ministères gouvernementaux	45	35
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	297 483	274 931
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 10)	44 746	47 804
Produit de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(6)	(14)
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	44 740	47 790
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	342 223	322 721

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes afférentes aux états financiers (non audités)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Pouvoirs et objectifs

L'Agence spatiale canadienne « Agence » a été décrétée « ministère » le 1er mars 1989. L'Agence est un secteur de la fonction publique nommée à l'Annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. L'Agence fait partie du portefeuille ministériel d'Innovation, Sciences et Développement économique, qui la représente au Parlement et au Cabinet.

La *Loi sur l'Agence spatiale canadienne*, qui a reçu la sanction royale en 1990, attribue quatre fonctions essentielles à l'Agence :

- assister le ministre pour la coordination de la politique et des programmes du gouvernement canadien en matière spatiale;
- concevoir, réaliser, diriger et gérer des programmes et travaux liés à des activités scientifiques et industrielles de recherche et développement dans le domaine spatial et à l'application des techniques spatiales;
- promouvoir la diffusion et le transfert des techniques spatiales au profit de l'industrie canadienne; et
- encourager l'exploitation commerciale du potentiel offert par l'espace, des techniques et installations spatiales et des systèmes spatiaux.

L'Agence spatiale canadienne a pour mandat : « de promouvoir l'exploitation et l'usage pacifique de l'espace, de faire progresser la connaissance de l'espace au moyen de la science et de faire en sorte que les Canadiens tirent profit des sciences et techniques spatiales sur les plans tant social qu'économique ».

L'Agence s'acquitte de son mandat par l'entremise des responsabilités essentielles suivantes :

La présence du Canada dans l'espace

L'Agence spatiale canadienne coordonne les politiques et les programmes spatiaux du gouvernement du Canada; veille à ce que d'autres ministères et organismes gouvernementaux aient accès à des données, à de l'information et à des services spatiaux en vue de réaliser leur mandat; planifie, dirige et gère des projets ayant trait à la recherche spatiale scientifique ou industrielle et au développement des sciences et des technologies spatiales; promeut le transfert et la diffusion des technologies spatiales à l'échelle de l'industrie canadienne; et encourage l'exploitation commerciale des capacités, des installations et des systèmes spatiaux. L'Agence spatiale canadienne vise également à accroître la capacité spatiale canadienne, à intéresser la prochaine génération de scientifiques et d'ingénieurs du domaine spatial et à offrir des occasions inspirant les jeunes à acquérir les compétences requises, à poursuivre leurs études et à faire carrière en science, en technologie, en ingénierie et en mathématiques.

Services internes

Les Services internes comprennent des groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme étant des services à l'appui de programmes et/ou nécessaires pour permettre à une organisation de s'acquitter de ses obligations générales. Les Services internes désignent les activités et ressources des dix services distincts qui soutiennent l'exécution des programmes au sein de l'organisation, peu importe le modèle de prestation des Services internes d'un ministère. Ces services sont: Services de gestion des acquisitions, Services de communication, Services de gestion financière, Services de gestion des ressources humaines, Services de gestion de l'information, Services de technologie de l'information, Services juridiques, Services de gestion du matériel, Services de gestion et de surveillance, Services de gestion des biens immobiliers.

Notes afférentes aux états financiers (non audités)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

(a) Autorisations parlementaires

L'Agence est financée par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à l'Agence ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables canadiens généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état de la situation financière et dans l'état des résultats et de la situation financière nette de l'Agence ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans les sections "Charges" et "Revenus" de l'état des résultats et de la situation financière nette de l'Agence correspondent aux montants rapportés dans l'État prospectif des résultats intégrés au Plan ministériel 2021-2022. Les montants des résultats prévus ne sont pas inclus dans la section "Financement du gouvernement et transferts" de l'État des résultats et de la situation financière nette de l'Agence ni dans l'État de la variation de la dette nette de l'Agence parce que ces montants n'ont pas été inclus dans le Plan ministériel 2021-2022.

(b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

L'Agence fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par l'Agence est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par l'Agence sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

(c) Montant à recevoir du Trésor

Le montant à recevoir du Trésor découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations du ministère et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que l'Agence a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs.

(d) Revenus

- ✓ Les revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.
- ✓ Les fonds reçus de tiers de l'extérieur à des fins précises sont comptabilisés comme revenus reportés dans la mesure où l'Agence a une obligation de fournir des biens, des services, ou des actifs qui seront utilisés à une date future (note 5).
- ✓ Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de l'Agence. Bien que l'on s'attende à ce que l'administrateur général maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de l'entité.

(e) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice :

- ✓ Les paiements de transfert sont comptabilisés à titre de charges durant l'année où le transfert est autorisé et que le bénéficiaire répond aux critères d'admissibilité.
- ✓ Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.
- ✓ Les services fournis gratuitement par d'autres ministères pour les installations, les services juridiques et les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires sont comptabilisés à titre de charges de fonctionnement à leur coût estimatif.

Notes afférentes aux états financiers (non audités)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

(f) Avantages sociaux futurs (note 6)

- i Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Agence au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Agence découlant du régime. La responsabilité de l'Agence relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
- ii Indemnités de départ : L'accumulation des indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour les groupes d'employés éligibles. Les employés ont eu la possibilité d'être payés la valeur totale ou partielle des avantages obtenus à ce jour ou de récupérer la valeur totale ou restante des prestations au moment du départ de la fonction publique. L'obligation restante est calculée à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de départ pour l'ensemble du gouvernement.

(g) Débiteurs et avances

Les débiteurs et les avances sont présentés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Des provisions sont établies pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

(h) Actifs non financiers

Les coûts d'acquisition de terrains, de bâtiments, de matériel et d'autres immobilisations sont capitalisés comme immobilisations corporelles et, à l'exception des terrains, sont amortis aux charges au cours de la durée de vie utile estimative des biens, tel que décrit à la note 10. Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000\$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. Les immobilisations corporelles ne comprennent pas les biens immeubles situés sur les réserves, telles que définies par la *Loi sur les Indiens*; des oeuvres d'art, des collections de musées et les terres publiques auxquelles il est impossible d'attribuer un coût d'acquisition; et des actifs incorporels.

(i) Passif éventuel

Le passif éventuel représente une obligation potentielle qui peut devenir une obligation réelle advenant la réalisation ou non d'un ou plusieurs événements futurs. S'il est probable que l'événement futur surviendra ou non et qu'une estimation raisonnable de la perte peut être établie, une provision est comptabilisée et une charge est comptabilisée dans les autres charges. Si la probabilité de l'événement ne peut être déterminée ou s'il est impossible d'établir une estimation raisonnable, l'éventualité est présentée dans les notes afférentes aux états financiers.

(j) Opérations en devises

Les opérations en devises sont converties en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date des opérations. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur au 31 mars. Les gains et les pertes résultant de la conversion de devises sont présentés dans le poste « divers » à l'état des résultats et de la situation financière nette de l'Agence.

(k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers et les notes afférentes au 31 mars. Les estimations reposent sur des faits et des circonstances, l'historique de la conjoncture économique générale et représente la meilleure estimation du gouvernement à la date des états financiers. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif au titre des indemnités de départ et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

(l) Opérations entre apparentés

Les opérations interentités sont des opérations entre les entités sous contrôle commun. Les opérations interentités, autres que les opérations de restructuration, sont comptabilisées sur une base brute et sont évaluées à la valeur comptable, sauf pour ce qui suit:

- i Les services à recouvrements de coûts sont comptabilisés à titre de revenus et de dépenses sur une base brute et mesurés à la valeur d'échange.
- ii Certains services reçus gratuitement sont comptabilisés aux fins des états financiers de l'Agence à la valeur comptable.

Notes afférentes aux états financiers (non audités)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

L'Agence reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état de la situation financière, et l'état des résultats et de la situation financière nette de l'Agence d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de l'Agence pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

(a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires utilisées de l'exercice en cours

(en milliers de dollars)	2022 \$	2021 \$
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et des transferts	552 127	355 498
<i>Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations</i>		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 10)	(216 654)	(48 014)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 12(a))	(7 548)	(6 657)
Remboursement de charges des exercices antérieurs	977	1 485
Diminution des indemnités de départ	233	223
Diminution (augmentation) des indemnités de vacance et congés compensatoires	236	(1 081)
Diminution (augmentation) du passif éventuel	140	(140)
Perte nette sur l'aliénation et la radiation d'immobilisations corporelles	(78)	(26)
Autres	121	(2 037)
	329 554	299 251
<i>Ajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations</i>		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 10)	44 746	47 804
Produits de l'aliénation d'immobilisations corporelles	(6)	(14)
Diminution des charges payées d'avance	(6 186)	(16 631)
	38 554	31 159
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	368 108	330 410

(b) Autorisations fournies et utilisées

(en milliers de dollars)	2022 \$	2021 \$
Autorisations fournies		
<i>Crédit 1</i> - Dépenses de fonctionnement	240 107	204 688
<i>Crédit 5</i> - Dépenses en capital	153 481	155 522
<i>Crédit 10</i> - Subventions et contributions	86 889	80 294
Montants législatifs	11 073	10 947
	491 550	451 451
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi dans les exercices ultérieurs	172	49
Périmées : Fonctionnement	14 432	13 220
Périmées : Capital	108 735	107 718
Périmées : Subventions et contributions	55	54
Périmées : Produit de la vente de biens excédentaires de l'État	48	-
	123 442	121 041
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	368 108	330 410

Les fonds périmés sont des fonds inutilisés à la fin de l'exercice, qui peuvent être éligibles à des reports à l'année subséquente.

Notes afférentes aux états financiers (non audités)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

4. Crédoiteurs et charges à payer

(en milliers de dollars)	2022 \$	2021 \$
Comptes créditeurs - parties externes	35 402	26 714
Retenues de garantie	5 433	5 415
Comptes créditeurs — autres ministères et organismes	1 020	1 216
Autres créditeurs	31	31
Total des créditeurs	41 886	33 376
Charges à payer	58 798	43 868
Total des créditeurs et des charges à payer	100 684	77 244

5. Revenus reportés

Les revenus reportés représentent le solde à la fin de l'exercice des revenus non gagnés résultant de montants reçus avant la prestation des services connexes dans le cadre des activités de RADARSAT-2 pour couvrir les charges liées à la réception, l'archivage, le catalogage et l'acquisition de services de satellite et à la préparation des installations du personnel de MacDonald Dettwiler and Associates Ltd. (MDA). Les revenus sont constatés dans la période où les charges sont engagées ou le service exécuté. Les détails des opérations de ce compte sont comme suit :

(en milliers de dollars)	2022 \$	2021 \$
Revenus reportés au 1er avril	44	102
Sommes perçues	1 071	985
Services rendus	(1 071)	(1 043)
Revenus reportés au 31 mars	44	44

Notes afférentes aux états financiers (non audités)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

6. Avantages sociaux futurs

(a) Prestations de retraite

Les employés de l'Agence participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pour cent par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que l'Agence versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de modifications à la Loi sur la pension de la fonction publique à la suite de la mise en oeuvre des dispositions liées au Plan d'action économique 2012, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1er janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

Le montant des dépenses de 2021-2022 s'élève à 7.3 millions de dollars (7.4 millions de dollars en 2020-2021). Pour les membres du groupe 1, les dépenses correspondent à environ 1.01 fois (1.01 fois pour 2020-2021) les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1 fois (1 fois pour 2020-2021) les cotisations des employés.

La responsabilité de l'Agence relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada en sa qualité de répondant du régime.

(b) Indemnités de départ

Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employés, étaient basées sur l'éligibilité de l'employé, les années de service et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2022, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

Les changements dans l'obligation durant l'année sont les suivantes:

(en milliers de dollars)	2022 \$	2021 \$
Obligation au titre des indemnités constituées, début de l'exercice	2 468	2 691
Charge pour l'exercice	38	79
Indemnités versées pendant l'exercice	(271)	(302)
Obligation au titre des indemnités constituées, fin de l'exercice	2 235	2 468

Notes afférentes aux états financiers (non auditées)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

7. Autres passifs

(en milliers de dollars)	2022	2021
	\$	\$
Retenues de garantie	3 250	1 773
	3 250	1 773

8. Débiteurs et avances

(en milliers de dollars)	2022	2021
	\$	\$
Débiteurs des autres ministères gouvernementaux et organismes	9 153	8 822
Débiteurs d'entités externes	302	339
Autres débiteurs et avances	70	120
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs d'entités externes	(9)	(10)
Débiteurs bruts	9 516	9 271
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	(553)	(393)
Débiteurs nets	8 963	8 878

Notes afférentes aux états financiers (non auditées)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

9. Charges payées d'avance

(en milliers de dollars)	2022	2021
	\$	\$
Autres charges payées d'avance	1 070	973
Échange non monétaire ASC/NASA	-	6 283
	1 070	7 256

10. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit:

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Bâtiments, travaux et infrastructure	9-40 ans
Matériel et équipement	4-20 ans
Matériel informatique	3-10 ans
Logiciels	3-15 ans
Autres équipements	2-30 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Autres véhicules	10 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile de l'amélioration

Les actifs en construction sont comptabilisés dans la catégorie d'immobilisation applicable dans l'exercice au cours duquel ils deviennent en état d'utilisation pour la production de biens ou la prestation de services (mise en service) et ne sont amortis qu'à partir de cette date.

Les immobilisations spatiales ne sont considérées opérationnelles que lorsqu'elles ont atteint l'orbite ou la trajectoire visée ou la date d'amarrage à la station spatiale internationale.

Notes afférentes aux états financiers (non auditées)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

10. Immobilisations corporelles (suite)

Coût	Solde d'ouverture 1er avril 2021	Acquisitions	Ajustements ⁽¹⁾	Aliénations et radiations	Solde de clôture 31 mars 2022
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$
Terrain	85	-	-	-	85
Bâtiments, travaux et infrastructure	170 335	-	11 796	-	182 131
Matériel et équipement	45 190	429	674	(507)	45 786
Matériel informatique	15 739	57	296	-	16 092
Logiciels	44 518	-	100	(1 082)	43 536
Autres équipements	2 379 859	-	91 331	(78)	2 471 112
Véhicules automobiles	138	40	-	-	178
Autres véhicules	571	-	-	-	571
Améliorations locatives	742	-	-	-	742
Actifs en construction	324 105	44 220	(104 264)	(82)	263 979
	2 981 282	44 746	(67)	(1 749)	3 024 212
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture 1er avril 2021	Amortisse- ment	Ajustements	Aliénations et radiations	Solde de clôture 31 mars 2022
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$
Bâtiments, travaux et infrastructure	115 447	5 068	-	-	120 515
Matériel et équipement	37 364	1 621	(67)	(508)	38 410
Matériel informatique	13 516	620	-	-	14 136
Logiciels	12 948	8 002	-	(1 082)	19 868
Autres équipements	1 266 191	201 202	-	(75)	1 467 318
Véhicules automobiles	75	26	-	-	101
Autres véhicules	431	23	-	-	454
Améliorations locatives	279	92	-	-	371
	1 446 251	216 654	(67)	(1 665)	1 661 173
Valeur comptable nette	Solde d'ouverture 1er avril 2021				Solde de clôture 31 mars 2022
(en milliers de dollars)	\$				\$
Terrain	85				85
Bâtiments, travaux et infrastructure	54 888				61 616
Matériel et équipement	7 826				7 376
Matériel informatique	2 223				1 956
Logiciels	31 570				23 668
Autres équipements	1 113 668				1 003 794
Véhicules automobiles	63				77
Autres véhicules	140				117
Améliorations locatives	463				371
Actifs en construction	324 105				263 979
Valeur comptable nette	1 535 031				1 363 039

(1) Les ajustements incluent les actifs en construction de 104,2 millions de dollars qui ont été transférés à d'autres catégories d'actifs à la suite de l'achèvement des actifs suivants: bâtiments, travaux et infrastructure 11,8 millions de dollars, matériel et équipement 0,7 million de dollars, matériel informatique 0,3 million de dollars, logiciels 0,1 million de dollars et autres équipements 91,3 millions de dollars.

Durant l'année, un équipement au montant de 67 031\$ a été transféré au Conseil national de recherches du Canada.

Notes afférentes aux états financiers (non audités)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

11. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de l'Agence peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels l'Agence sera tenue d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour mettre en oeuvre ses programmes de paiements de transfert, pour la construction d'actifs et pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2023	2024	2025	2026	2027 et exercices ultérieurs	Total
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Construction d'actifs	190 451	113 616	-	-	-	304 067
Paiements de transfert	29 211	31 896	26 316	21 906	52 365	161 694
Acquisitions de biens et services	58 743	36 992	27 693	-	-	123 428
Total	278 405	182 504	54 009	21 906	52 365	589 189

La construction d'actifs est majoritairement reliée au Canadarm3, au projet d'Interfaces robotisés externes de la station Gateway et à la mission de démonstration satellitaire de chiffrement et de science quantique (QEYSSat) alors que les obligations pour l'acquisition de biens et services sont majoritairement reliées au programme canadien de la station spatiale. Les obligations contractuelles pour les paiements de transfert sont reliées aux contributions à l'Agence spatiale européenne.

Notes afférentes aux états financiers (non audités)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

12. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, l'Agence est apparentée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Les apparentés incluent, entre autres, les personnes faisant partie des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes et entités contrôlées en tout ou en partie par un membre des principaux dirigeants ou un membre de la famille proche de ces personnes.

L'Agence conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

(a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, l'Agence a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux installations, services juridiques et cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires. Ces services reçus gratuitement ont été constatés à la valeur comptable comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette de l'Agence :

(en milliers de dollars)	2022	2021
	\$	\$
Cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires	7 280	6 488
Installations	173	169
Services juridiques	95	-
	7 548	6 657

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacités de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organismes de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, tels que les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada, les services d'infrastructure de technologie de l'information (TI) dans les domaines des centres de données et des réseaux offerts par Services partagés Canada ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette de l'Agence.

(b) Autres transactions avec d'autres ministères gouvernementaux et agences

(en milliers de dollars)	2022	2021
	\$	\$
Charges	36 524	33 817
Revenus	373	237

Les charges et les revenus inscrits à la section (b) n'incluent pas les services communs fournis gratuitement qui sont inscrits dans la section (a).

Notes afférentes aux états financiers (non auditées)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

13. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle de l'Agence. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses et types de revenus. Les résultats pour la période sont comme suit :

	Présence du Canada dans l'espace \$	Services internes \$	2022 \$	2021 \$
(en milliers de dollars)				
Charges de fonctionnement				
Amortissement des immobilisations corporelles	212 309	4 345	216 654	48 014
Services professionnels et spéciaux	115 186	12 039	127 225	104 700
Salaires et avantages sociaux	57 250	37 786	95 036	88 169
Information	6 844	1 385	8 229	2 614
Déplacements et communications	5 167	316	5 483	2 105
Locations	1 842	3 072	4 914	3 081
Acquisition de machinerie et de matériel	1 159	1 948	3 107	20 831
Achat de services de réparation et d'entretien	249	978	1 227	1 390
Services publics, fournitures et approvisionnements	144	1 078	1 222	1 148
Perte sur l'aliénation et la radiation d'immobilisations corporelles	-	82	82	34
Autres	194	2 276	2 470	3 275
Total des charges de fonctionnement	400 344	65 305	465 649	275 361
Paiements de transfert				
Organisations internationales	50 120	-	50 120	50 807
Industrie	22 864	-	22 864	17 755
Organismes à but non lucratif	13 666	-	13 666	11 629
Particuliers	-	-	-	2
Total des paiements de transfert	86 650	-	86 650	80 193
Total des charges	486 994	65 305	552 299	355 554
Revenus				
Revenus tirés de la vente de produits et de services	583	-	583	419
Location et utilisation de biens publics	-	241	241	238
Revenus tirés de la vente de droits et de privilèges	27	-	27	43
Gain sur l'aliénation d'actifs non immobilisés	-	4	4	8
Revenus divers	312	335	647	2 764
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(763)	(567)	(1 330)	(3 416)
Total des revenus	159	13	172	56
Coût de fonctionnement net	486 835	65 292	552 127	355 498

Notes afférentes aux états financiers (non audités)

AGENCE SPATIALE CANADIENNE

Pour l'exercice terminé le 31 mars

14. Événements subséquents

L'épidémie de la maladie du coronavirus [«COVID-19»] a conduit les gouvernements du monde entier à adopter des mesures d'urgence pour lutter contre la propagation du virus. Ces mesures, qui comprennent la mise en œuvre d'interdictions de voyager, des périodes de quarantaine auto-imposées et des distanciations sociales, ont causé des perturbations importantes aux entreprises dans le monde entier, entraînant un ralentissement économique. La durée et l'impact de l'épidémie de COVID-19 sont inconnus pour le moment. L'agence a déterminé que l'incidence du COVID-19 sur ses états financiers pour l'année se terminant le 31 mars 2022 n'était pas significative. Malgré que nous ne prévoyons pas d'impact majeur sur les activités de l'Agence, les répercussions futures possibles concernant la situation financière et les résultats financiers de l'Agence au cours des périodes futures doivent encore être déterminées.

15. Information comparative

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.